Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 22, n°1 | 2018
Varia

Beccaria. Revue d'histoire du droit de punir, vol. I, 2015

Nicolas Picard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/2189>

DOI : 10.4000/chs.2189

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2018

Pagination : 139-140

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Nicolas Picard, « *Beccaria. Revue d'histoire du droit de punir*, vol. I, 2015 », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 22, n°1 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 13 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/chs/2189> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.2189>

Ce document a été généré automatiquement le 13 janvier 2021.

© Droz

Beccaria. Revue d'histoire du droit de punir, vol. I, 2015

Nicolas Picard

RÉFÉRENCE

Beccaria. Revue d'histoire du droit de punir, vol. I, 2015

- 1 *Beccaria. Revue d'histoire du droit de punir* se veut une publication dans la lignée de l'œuvre du philosophe éponyme. En écho aux préoccupations abolitionnistes de ce dernier, le premier numéro, paru en 2015, rassemble neuf communications sur la peine capitale, en italien et en français. Celles-ci ont été d'abord présentées en octobre 2012 à l'université de Genève dans le cadre de la journée d'études « La peine de mort de l'Antiquité à aujourd'hui : doctrines, pratiques et représentations ». Toutes les périodes sont représentées, même si l'époque contemporaine se taille la part du lion, avec cinq contributions. Le champ géographique couvert concerne d'une part la Chine (les communications de Jérôme Bourgon et de Ning Zhang encadrant le dossier), d'autre part l'Europe, et en particulier la France, dont l'aire rassemble à elle seule trois contributions. Malgré un thème commun, les articles portent en réalité sur des objets très divers, ce qui rend parfois difficile l'établissement de points de convergence entre les différents espaces, périodes et cultures juridiques.
- 2 L'ensemble est dominé par les historiens et les historiens du droit et ancré dans les « faits ». Seul l'essai du juriste André Kuhn se situe de côté en proposant une réflexion plus générale et renouvelée sur la traditionnelle question de l'« effet dissuasif » de la peine capitale, en la mettant en regard d'un possible effet de « brutalisation ». Certaines contributions se placent clairement dans le cadre d'une histoire du droit et de la pensée juridique (Jérôme Bourgon, Elio Tavilla et Ning Zhang), tandis que d'autres s'intéressent davantage aux pratiques judiciaires et exécutionnaires (Claude Gauvard, Michel Nassiet et Xavier Rousseaux).

- 3 Jérôme Bourgon revient en effet sur l'épisode « abolitionniste » de l'édit impérial chinois de 747 et nuance grandement cette représentation, en remplaçant, d'une part, cet événement dans le temps long, en montrant, d'autre part, qu'il y a eu certes recul mais non disparition de la peine de mort. Il propose de parler d'« abolitions imparfaites » pour caractériser ce type de décision. Toujours en Chine, Ning Zhang s'intéresse à la pratique de la « peine de mort avec sursis » à une époque bien plus récente, sous le régime communiste, resituant cette disposition comme un héritage de l'époque impériale mais exposant aussi son rôle politique dans le cadre des campagnes maoïstes. L'opacité du régime empêche cependant de visualiser clairement son étendue. Elio Tavilla propose de son côté de revenir sur les fonctions de la peine de mort dans le droit romain à travers ses évolutions, de l'époque classique à l'époque médiévale : la conception même de la peine évolue fortement, d'une régulation de la *vendetta* à l'empiètement de plus en plus marqué de la catégorie de lèse-majesté, le champ de la peine de mort s'étendant au fur et à mesure de l'essor du pouvoir discrétionnaire des autorités politiques.
- 4 Dans le deuxième groupe de contributions, Claude Gauvard revient sur le sens donné au rituel médiéval d'exécution par la présence d'un public. En effet, il ne s'agit pas seulement d'édifier et de terroriser ce dernier, mais aussi de le prendre à témoin du bon déroulement de la cérémonie afin qu'il apporte son consentement à l'œuvre de mort. Michel Nassiet s'attarde sur le XVI^e siècle français, exposant un reflux de la plupart des supplices (à l'exception de la roue), et démontrant, en même temps qu'une hausse de la fréquence des poursuites, une baisse de celle des condamnations à mort, due aux progrès du principe de l'arbitraire des peines et de la pratique de l'appel et des rémissions. Xavier Rousseaux, enfin, revient sur les trois « abolitions » *de facto* de la Belgique, puisque ce pays a cessé d'appliquer la peine capitale bien avant son effacement effectif de la loi. Faute d'abolition proclamée, il faut s'intéresser aux moments des dernières exécutions : la dernière exécution d'un droit commun en temps de paix, la dernière sur le sol métropolitain belge, la dernière enfin sous l'autorité judiciaire belge, celle-ci ayant eu lieu au Burundi.
- 5 Plus isolée par rapport aux deux ensembles précédents, la contribution d'Anne Carol, consacrée au « corps du supplicié dans la France du XIX^e siècle » se place dans la continuité de l'expérience de l'exécution mais en développant le point de vue d'une histoire corporelle. Elle montre comment les dispositifs punitifs se poursuivent au-delà de la mise à mort des condamnés en France, et ce malgré la volonté des révolutionnaires de 1789 d'en finir avec les pratiques vindicatives de l'Ancien Régime. Également à part, la contribution de Frédéric Chauvaud se situe quant à elle dans le cadre d'une histoire des sensibilités alimentée par une réflexion sur la culture visuelle de la Belle Époque. Elle s'intéresse en effet aux caricatures du journal *Le Rire* et à ce qu'elles peuvent révéler de montée de l'hostilité à la peine capitale. L'ensemble des contributions forme donc un kaléidoscope d'enjeux et de problématiques rayonnant autour de l'objet « peine capitale », les conclusions irriguant divers courants des recherches juridiques et historiques en la matière.

AUTEUR

NICOLAS PICARD

Université Paris-1 Sorbonne

nico_picard1[at]hotmail.com